

N°1311

du 21
FÉVRIER
2020



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

SANTÉ

P.3

■ Annoncé pour MARS 2020 pour les catégories A1, A2, A3, B et C
Un concours de recrutement de 698 agents pour le ministère de la santé

■ Lutte contre le VIH
Le Togo a fait d'énormes progrès

HYDROCARBURES

P.4

Pour plus de carburants propres dans l'espace communautaire
La CEDEAO impose la teneur en soufre pour l'essence et le gasoil

CERTIFICATION

P.4

Audit de l'exploitant de l'aéroport Gnassingbé Eyadéma
Les constatations mineures seront corrigées dans un délai d'un mois (SALT)

Insécurité transfrontalière dans le Sahel

P.3

La pression djihadiste est "très forte" dans le nord du Togo, avoue le président Faure Gnassingbé



Le Président Faure Gnassingbé

P.3 Election Présidentielle "vingt-vingt"
L'appel de Robert Dussey "à la sincérité et à l'impartialité" des observateurs électoraux internationaux

* Au total 280 observateurs internationaux attendus



Prof. Robert Dussey, Ministre des Affaires Etrangères

Société

La fermeture de l'accès aux archives des répressions coloniales

Les chercheurs usagers des archives publiques françaises, en particulier du Service historique de la Défense, sont depuis peu dans l'impossibilité de consulter des documents postérieurs à 1940 qui devraient être accessibles selon la loi, au prétexte qu'ils ont été tamponnés "secret" lors de leur production,

sur nombre de sujets portant sur l'histoire de France depuis 1940", écrit-vent les pétitionnaires.

Pour faire face à la désorganisation, le ministère des armées annonçait, le 11 février, dans la précipitation, des "moyens supplémentaires". Quand seront-ils déployés ? Comment ? Rien n'est dit à ce sujet. Le



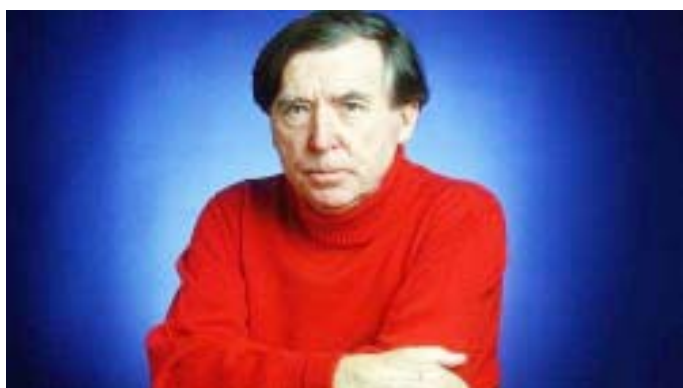
durant les répressions coloniales à Madagascar, en Indochine ou en Algérie. Les historiens français et étrangers protestent contre cette situation.

"Au-delà de la dimension patrimoniale, ces mesures portent un coup d'arrêt brutal à la recherche sur des sujets essentiels pour la connaissance historique et le débat public dans notre démocratie. Les archives ayant été à un moment de leur vie classifiées ne concernent pas que l'histoire militaire : elles permettent d'écrire l'histoire de la nation. Dans les mois à venir, et si rien n'est fait pour débloquent la situation, il sera de facto impossible de travailler

blocage est d'ores et déjà effectif : des recherches sont désormais en attente, faute d'accès aux sources. Force est de constater que certains travaux majeurs sur l'histoire de la France contemporaine publiés ces dernières années ne pourraient plus être écrits aujourd'hui par des historiens travaillant aux archives françaises. Faut-il en revenir à ce qui prévalait lorsque l'historien américain Robert Paxton, au début des années 1970, a dévoilé l'ampleur de la politique de collaboration menée par Vichy... à partir des archives allemandes, car les archives françaises étaient fermées ? Peut-on noter également dans la pétition.

Nécrologie

Décès de l'écrivain américain Charles Portis, auteur du bestseller True Grit



Le lundi 17 février 2020, l'auteur américain Charles Portis est décédé dans un hospice à Little Rock, dans l'Arkansas, à l'âge de 86 ans. Ce dernier était atteint de la maladie d'Alzheimer et recevait des soins palliatifs depuis 2 ans.

Né en 1933 à El Dorado dans l'Arkansas (États-Unis), Charles Portis s'engage chez les Marines jusqu'en 1955, date à laquelle il décide d'entreprendre une carrière de journaliste. Après avoir obtenu son diplôme de l'université de l'Arkansas, il travaille pour différents canards, l'Arkansas Gazette puis le New York Herald Tribune.

Il mènera une importante carrière dans le journalisme, mais décidera en 1964 de se retirer dans une cabane en Arkansas afin de se consacrer pleinement à l'écriture. En à peine deux ans, il publie son premier roman : Norwood. Véritable succès, il est porté à l'écran dès

1970 par Jack Haley Jr., avec Glen Campbell et Kim Darby au casting. En France, le titre ne paraît qu'en 2017 sous la traduction de Théophile Sersiron aux éditions Cambourakis. Charles Portis sort son deuxième roman en 1968. Intitulé True Grit, il est encore mieux accueilli que le premier. Le titre, qui restera le roman le plus célèbre de l'écrivain, a fait l'objet de deux adaptations. La première, Cent dollars pour un shérif, a été réalisée par Henry Hathaway en 1969. Les frères Coen reprennent le flambeau en 2010 sous le titre original du roman mettant en vedette Jeff Bridges et Matt Damon. Le film multipliera les nominations aux Oscars la même année. True Grit a été publié en France aux éditions Le Serpent à Plumes, d'après la traduction de John Doucette en 2011. À la fin de sa vie, il écrivait plutôt des nouvelles et autres articles de journaux.

Formation

Appel à candidatures aux ateliers du Festilarts 2020

Le Festival International des Lettres et des Arts est une initiative de l'association Nimble Feathers qui regroupe des enseignants et auteurs de la Faculté des Lettres, Langues et Arts à l'intention des étudiants de la faculté et de toute la communauté universitaire. Il a pour but de promouvoir la création littéraire et artistique au sein de l'université en servant de cadre de rencontres, d'échanges et de forma-

tion entre le public universitaire d'une part, et d'autre part, les auteurs nationaux et internationaux, les éditeurs, les critiques littéraires, et les autres acteurs de la chaîne du livre et des arts. Le Festilarts qui est à sa quatrième édition, connaîtra la participation d'écrivains et artistes nationaux et étrangers comme ce fut le cas des éditions passées, et se déroulera du 12 au 15 mai 2020 à l'Université de Lomé.



Il est à noter que quelques ateliers se dérouleront de façon con-

comitante. Dans ce cas, les postulants doivent alors choisir UN seul atelier par jour auquel ils voudront participer.

Fidèle à ses objectifs, le Festilarts

Liens : bit.ly/festilartsateliers2020. Prière de remplir toutes les cases portant l'astérisque (*) et de cocher au moins une réponse pour passer d'une page à l'autre, puis cliquer sur l'onglet "envoyer". Les inscriptions aux différents ateliers prennent IMPÉRATIVEMENT FIN LE 29 FEVRIER 2020.

Adaptation

Robert Pattinson dans l'adaptation du livre Des étoiles à midi, de Denis Johnson

Une adaptation du roman Denis Johnson, Des étoiles à midi, se profile : la réalisatrice Claire Denis s'est montrée intéressée, et écrira elle-même le scénario, accompagnée par Lea Mysius et Andrew Litvack, adapté du livre paru en 1986. En France, le livre a été traduit par Brice Matthieussent, chez Christian Bourgois, en 2002.

À la tête d'une distribution d'acteurs pas encore finalisée, Robert Pattinson et Margaret Qualley, pour un projet dévoilé à l'occasion du Berlin Film Festival, produit par RT Features et Curiosa Films.

Il s'agira d'une seconde collaboration pour Pattinson et Denis, qui ont déjà travaillé ensemble pour High Life, en 2018. Encore sur le tournage de The Batman, l'acteur devrait ensuite enchaîner avec le film de Claire Denis, attendu en salles en 2021.

Margaret Qualley, elle, sera visible prochainement, en 2020, dans My Salinger Year, un film qui raconte l'histoire d'une apprentie écrivaine,

embauchée comme assistante de l'agente littéraire du célèbre et mystérieux auteur JD Salinger...

Le résumé de l'éditeur pour Des étoiles à midi : Publié en 1986 aux États-Unis, Des étoiles à midi s'inscrit à première vue dans la tradition du roman anglo-saxon qui, de Joseph Conrad à Paul Bowles en passant par William Vollman, nous entraîne, au-delà des frontières de l'Empire, vers la sauvagerie de lieux fausement protecteurs.

Mais ici, dans ce Nicaragua de 1984 en pleine révolution sandiniste, le traditionnel héros est une jeune Américaine énigmatique - prostituée Journaliste Employée d'une ONG - et le décor évoque un enfer moite et décomposé. À Managua seuls le rhum, la "clim" et le sexe offrent un répit passager?; mais lorsque la narratrice et son naïf protégé anglais veulent fuir cet enfer pour rejoindre le Costa Rica voisin, c'est à leur insu dans un cercle plus brûlant de l'enfer qu'ils pénètrent.

AZIMUTS INFOS

Virus en Chine : les serpents sont-ils à l'origine de l'épidémie ?

Alors que la Chine multiplie les mesures sanitaires pour limiter la propagation de 2019-nCoV, qui a déjà tué plusieurs personnes, les scientifiques semblent avoir mis le doigt sur le réservoir animal de ce nouveau coronavirus.

Le gouvernement chinois a instauré des mesures drastiques pour contenir la propagation de 2019-nCoV. Les aéroports et les gares de Wuhan sont fermés, coupant la ville du reste du monde. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) prolonge sa réunion vu le manque d'informations communiquées par la Chine. "La décision de déclarer ou non une urgence de santé publique de portée internationale est une décision que je prends très au sérieux et que je ne suis prêt à prendre qu'en tenant dûment compte des preuves disponibles", a déclaré à la presse le directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, à Genève en Suisse.

De leur côté, les scientifiques continuent leurs investigations pour mieux comprendre cette souche jusqu'alors inédite. Une équipe de recherche de l'université de médecine de Pékin a publié, le 22 janvier, une étude dans Journal of Medical Virology. Ces chercheurs pensent avoir identifié l'origine de cette épidémie qui inquiète le monde entier : les serpents.

2019-nCoV, issu d'une recombinaison, viendrait des serpents

Les coronavirus sont plutôt communs chez les mammifères et les oiseaux, notamment chez des espèces proches des humains comme les cochons, les chats, les rats ou encore les volailles. Pour remonter la piste de l'origine du virus, les scientifiques chinois ont comparé plus de 200 génomes de coronavirus infectant les animaux avec celui de 2019-nCoV. En comparant les séquences génétiques qui sont spécifiques à l'hôte du virus par bio-informatique, il apparaît que les serpents seraient le réservoir le plus probable parmi toutes les espèces étudiées.

De plus, le génome du coronavirus de Wuhan est né de la recombinaison de deux coronavirus : l'un connu pour infecter les chauves-souris et l'autre aux origines inconnues. Certaines de ces protéines diffèrent donc de celles de ses "parents". C'est le cas d'une glycoprotéine de surface qui autorise l'entrée du virus dans d'autres cellules. Cette modification aurait permis à 2019-nCoV de franchir la barrière des espèces pour infecter les humains.

2019-nCoV, une zoonose émergente

La piste de la zoonose a été favorisée par les scientifiques, car l'épidémie s'est déclarée au sein d'un marché alimentaire de Wuhan. Pour rappel, une zoonose est une maladie virale, bactérienne ou parasitaire animale, capable d'infecter l'Homme suite à une mutation. Mais quel est le rapport entre les serpents et un marché aux poissons ? Selon les auteurs, on retrouve communément des serpents à la vente sur les étals de ce marché, notamment les espèces Bungarus multicinctus et Naja atra qui vivent dans la région.

C'est la première étude qui identifie un réservoir potentiel du coronavirus de Wuhan. D'autres espèces, elles aussi abondantes au marché de Wuhan, feront également l'objet d'investigations.



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Insécurité transfrontalière dans le Sahel

La pression djihadiste est «très forte» dans le nord du Togo, avoue le président Faure Gnassingbé

Late Pater

En campagne pour la présidentielle de ce 22 février 2020, le président togolais Faure Gnassingbé a affirmé que «la menace est réelle». «La menace est réelle et la pression est très forte (...). Nous avons connu récemment des combats jusqu'à sept kilomètres de notre frontière», a-t-il déclaré dans un entretien à l'AFP, alors qu'il se rendait sur des postes militaires avancés près du Burkina Faso voisin, déchiré par les violences. «Nous notons que les attaques [au Burkina] sont de plus en plus meurtrières. Malheureusement, le Bénin aussi vient de subir un coup, donc cette pression-là, nous la ressentons chaque jour un peu plus», a-t-il ajouté.

Le président dit essayer «de tirer les leçons de ce qui se passe ailleurs. C'est pour cela que j'essaie de dire aux populations, aux leaders religieux, aux chefs traditionnels (...) qu'ils doivent aider les forces de défense et de sécurité». Forces qui, elles, doivent «éviter les brimades, les petites corruptions qu'on voit parfois sur nos routes». «Notre principale richesse, c'est la stabilité et la sé-



curité. Si nous perdons cela, tous nos projets de développement seront compromis et remis en cause», a-t-il également affirmé.

Des frontières très poreuses. Le chef de l'Etat a rappelé que plusieurs arrestations avaient eu lieu ces derniers mois sur le territoire togolais. «Des personnes ont été libérées, d'autres ont été extradées vers le Burkina Faso et le troisième groupe est sous notre main, a-t-il précisé. Les frontières sont tellement poreuses, je ne dirais pas [qu'il y a au Togo] des cellules constituées [de manière permanente], mais des éléments sûrement. Il y a certainement des éléments qui sont en transit ou qui séjournent un temps et qui repartent».

Selon des experts et des sour-

ces de sécurité, le nord des pays côtiers d'Afrique de l'ouest est devenu vulnérable face à la stratégie d'expansion et de multiplication des fronts adoptée par les groupes islamistes armés qui prolifèrent au Mali, au Niger et au Burkina Faso voisins.

L'armée togolaise a lancé, en septembre 2018, l'opération Koundjoaré dans la région des Savanes (nord) pour faire face à cette menace. Un important dispositif a été déployé tout au long de la frontière avec le Burkina Faso pour empêcher d'éventuelles infiltrations djihadistes. Le nord du Bénin a été frappé par l'enlèvement de deux touristes français dans un parc animalier en mai 2019, ainsi que par l'attaque, le 9 février, d'un poste de police par des hommes armés.

Election Présidentielle «vingt-vingt»

L'appel de Robert Dussey «à la sincérité et à l'impartialité» des observateurs électoraux internationaux

Au total :

* 165 observateurs provenant des organisations internationales.

* 101 observateurs proviennent des missions diplomatiques accréditées au Togo.

* 14 observateurs provenant du ministre des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigeria.

Late Pater

«Une élection est une occasion de réaffirmation de la flamme démocratique. Fort de cette conviction, notre pays a mis toutes les chances de son côté aux fins de conformer ses consultations électorales aux exigences démocratiques. Le pari, et le Gouvernement travaille à le tenir, c'est de permettre à notre démocratie de grandir en œuvrant à l'absolue impartialité du scrutin. L'élection du samedi 22 février est très ouverte au regard de la pluralité des candidatures. La campagne électorale a commencé depuis le 06 février et prend fin demain le 20 février 2020. La sincérité est une condition indispensable à la crédibilité d'une élection et le scrutin aura lieu dans le sens de la vérité et de la stricte sincérité. Il s'agit d'une élection à 2 tours après la dernière réforme de la Loi fondamentale de notre pays et, pour la première fois, d'une élection ouverte aux togolais de la diaspora. Ces deux évolutions ma-



jeures constituent la grande nouveauté du scrutin et marquent le départ d'une nouvelle histoire de la démocratie togolaise en auto-amélioration constante et en pas continus vers la grande maturité». C'est le message central, empreinte de sincérité, que Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, a délivré mercredi aux quelques 280 observateurs internationaux présents au Togo dans le cadre de la présidentielle du samedi 22 février 2020.

Beaucoup d'observateurs disposant de meilleures expertises et expériences avérées dans le registre électoral accompagnent le

vateurs provenant des organisations internationales. 46 observateurs viennent de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Togo, 20 du Groupe africain des Ambassadeurs, 11 de l'Ambassade de France, 10 de la Délégation de l'Union européenne et 07 de l'Ambassade d'Allemagne. D'autres ambassades comme celles d'Italie, d'Espagne, de Corée du Sud et d'Angola ont envoyé des observateurs. Au total, 101 observateurs proviennent des missions diplomatiques accréditées au Togo. 14 observateurs internationaux provenant du ministre des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigeria.

«Vous connaissez bien votre

Annoncé pour MARS 2020 pour les catégories A1, A2, A3, B et C

Un concours de recrutement de 698 agents pour le ministère de la santé

* Les catégories recherchées sont : A1, A2, A3, B et C.

En vue de pourvoir à des postes administratifs et d'appui, et de personnel médical et paramédical, le ministère de la Fonction publique, du travail, de la réforme administrative et de la protection sociale, appuyé par son homologue de la Santé et de l'hygiène publique, vient d'ouvrir un concours national (des Togolais de 18 ans à 40 ans) de recrutement direct régional pour le compte du ministère de la Santé, dans les catégories A1, A2, A3, B et C. La date de l'écrit est prévue pour le 24 avril 2020. Pour compter de lundi prochain, les candidatures peuvent se manifester jusqu'au 24 mars. Toutefois, précise un arrêté, pour les candidats exerçant en qualité de contractuels et dont les services antérieurs sont validables, la limite d'âge est portée à 45 ans, s'ils postulent pour exercer dans le même emploi. Dans tous les cas, les candidats doivent être titulaires d'un diplôme dans les spécialités prévues.

Au terme du concours, et des résultats, les six cent quatre-vingt-dix-huit (698) agents retenus sont repartis ainsi que suit : cinquante-neuf (59) agents pour le personnel médical, cinq cent quarante-six



Professeur Moustafa Mijiyawa, Ministre de la Santé et de l'hygiène publique

(546) pour le personnel paramédical, et soixante-deux (62) pour le personnel administratif et d'appui. Dans les détails, les besoins du ministère de la Santé s'expriment ainsi :

Personnel médical A1 (59) : 20 médecins généralistes, 2 chirurgiens dentistes, 3 pharmaciens, 3 médecins chirurgiens généralistes, 3 médecins gynécologues, 3 médecins pédiatriques, 3 médecins neurologues, 2 médecins cardiologues, 2 médecins traumatologues, 2 médecins anesthésistes réanimateurs, 1 médecin infectiologue, 2 médecins ophtalmologues, 2 médecins internistes, 2 médecin biologistes, 2 médecins biologistes, 2 médecins de santé

publique, 2 médecins ORL, 1 médecin oncologue et 1 médecin anatomopathologiste.

Personnel paramédical A1 (2) : 2 nutritionnistes.

Paramédicaux A2 (366) : 5 psychologues de la santé, 15 auxiliaires d'hygiène d'Etat, 10 auxiliaires en pharmacie, 150 infirmiers diplômés d'Etat, 5 ingénieurs des travaux biologiques, 5 kinésithérapeutes, 8 orthophonistes, 8 orthoprothésistes, 100 sages-femmes d'Etat, 20 techniciens de laboratoire/techniciens supérieurs, 10 techniciens supérieurs de radiologie et d'imagerie médicale, 10 techniciens supérieurs d'anesthésie réanimation, 15 techniciens supérieurs génie sanitaire.

Paramédicaux B (180) : 90 infirmiers auxiliaires d'Etat, 90 accoucheuses auxiliaires d'Etat.

Personnels administratif A2 (10) : 5 gestionnaires des ressources humaines, 5 comptables gestionnaires (niveau licence ou maîtrise FASEG).

Personnel administratif A3 (25) : 15 comptables (BAC G2), 10 secrétaires d'administration.

Chauffeurs : 17 chauffeurs (BEPC + permis).

Après recrutement, le personnel retenu est reparti entre les formations sanitaires suivantes : direction régionale de la santé (DRS) de la région des Savanes + CHR Dapaong, DRS Kara + CHR Kara Tomdè, DRS Centrale + DRS Plateaux + CHR Atakpamé, DRS Maritime + CHR Tsévié, DRS Lomé Commune + CHR LC.

Pour les postes de médecin généraliste, les candidatures des médecins inscrits en spécialisation ne sont pas recevables. Il en est de même pour les spécialistes n'ayant pas encore soutenu leurs mémoires pour l'obtention du Diplôme d'études spécialisées (DES).



processus, a dit le ministre. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a accrédité, ce jour, 19 organisations de la société civile et 2 institutions de la République pour l'observation du scrutin. Au plan des observateurs internationaux, plusieurs organisations internationales partenaires ainsi qu'une panoplie d'acteurs sont accréditées.

Et Robert Dussey de dénombrer au total, 280 observateurs électoraux internationaux accrédités provenant des organisations internationales, des missions diplomatiques près du Togo et des ministères des Affaires étrangères des Etats partenaires. Il s'agit, pour être plus précis, de : 10 observateurs du Conseil de l'Entente, 79 de la CEDEAO, 45 de l'Union Africaine, 17 de la CEN-SAD et 14 des Nations unies, soit au total 165 obser-

Pour plus de carburants propres dans l'espace communautaire

La CEDEAO impose la teneur en soufre pour l'essence et le gasoil

Late Pater

Du 5 au 6 février 2020 à Ouagadougou au Burkina Faso, les ministres en charge des Hydrocarbures et ceux en charge de l'Environnement, le commissaire Energie et mines et le commissaire Agriculture, environnement et ressources en eau de la Commission de la CEDEAO, ainsi que les experts venus des Etats membres, de la Commission de la CEDEAO et d'organismes régionaux et internationaux, ont examiné les conclusions de l'étude portant sur l'harmonisation des spécifications des carburants et des limites d'émission des gaz et particules émis par les véhicules. A la fin, ils ont adopté le rapport qui leur avait été soumis. L'objectif est d'améliorer la qualité des carburants et la préservation de l'environnement dans l'espace CEDEAO, et de promouvoir le développement d'un marché régional dynamique et intégré des hydrocarbures respectueux de l'environnement.

Les ministres et les experts ont ainsi décidé de l'application de nouvelles spécifications harmonisées pour l'essence et le gasoil, et de l'utilisation de la norme Euro 4/IV pour les limites d'émission des gaz et particules émis par les véhicules. Concernant les nouvelles spécifications de l'essence et du gasoil qui limitent tout particulièrement la teneur en soufre à 50 particules par million (ppm), leur application débutera à partir du 1^{er} janvier 2021 pour toutes les importations hors CEDEAO et à partir de 1^{er} janvier 2025 pour la production émanant des raffineries de l'espace CEDEAO. Ces mesures auront le mérite de mettre fin aux disparités actuellement constatées et à l'opacité qui entoure le secteur d'un pays à un autre.

En septembre 2016, dénonçant de graves atteintes à la santé dues au diesel en Afrique qui pollue l'air, l'ONG suisse Public Eye avait appelé quatre types d'acteurs à agir. Seuls les Etats africains se sont résolus à prendre des mesures rapides et efficaces. Lors d'une rencontre convoquée à Abuja, au Nigeria, le 1^{er} décembre 2016 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Nigeria (en plus du Ghana qui s'y était déjà engagé à abaisser à 50 ppm, contre 3 000 ppm à l'époque, le plafond de concentration de soufre inclus dans les carburants distribués sur son sol) avaient annoncé leur intention de limiter drastiquement la teneur en soufre autorisée dans le diesel importé «en imposant une limite de 50 parties par million à la teneur en soufre autorisée dans le diesel importé à partir de juillet 2017». A l'époque, la teneur en soufre était fixée à 3 000 ppm au Nigeria et au Bénin,

10 000 ppm au Togo et 3 500 ppm en Côte d'Ivoire.

Peu avant, dans un rapport choc intitulé «Dirty Diesel», Public Eye (anciennement nommée «La Déclaration de Berne») avait découvert que plusieurs sociétés suisses, Vitol, Trafigura et Addax & Oryx, «produisaient, vendaient et exploitaient cette essence (carburant toxique) au sein d'un important réseau de stations-services qu'elles avaient acquises en Afrique de l'Ouest», profitant des faibles réglementations légales dans cette partie du monde. En récupérant à la pompe différents carburants vendus dans les huit pays couverts par les traders suisses, et analysés par un laboratoire indépendant, Public Eye avait mis en évidence, dans les deux tiers des gasoils africains testés, une teneur en soufre au moins 150 fois plus élevée (1 500 parties par million) que la li-



De la pollution de l'air par les voitures

mite autorisée en Europe (10 ppm), concentration très dommageable pour la qualité de l'air et pour la santé des habitants. Et pour l'essence, sans tester les carburants d'autres grands distributeurs non suisses, elle avait conclu qu'environ la moitié des échantillons testés présentait une teneur en soufre équivalente à 15 à 72 fois la limite européenne.

A noter qu'en mai 2019, le Bénin a choisi de donner le bon exemple en rejoignant le Nigeria et le Ghana en matière de carburants plus propres en Afrique de l'ouest,

en baissant la teneur en soufre des carburants de 3 500 à 150 particules par million pour l'essence et de 3 500 à 50 particules par million pour le diesel. Et ce, à partir du 15 juillet 2019.

Toujours à Ouagadougou, en ce qui concerne l'âge recommandée pour l'importation des véhicules dans l'espace CEDEAO, les participants ont décidé de le fixer à 5 ans pour les véhicules légers et à 10 ans pour les véhicules lourds. Une période transitoire de 10 ans est accordée aux pays n'ayant pas encore arrêté ces limitations d'âge pour se mettre progressivement à jour. Aussi a-t-il été demandé à la Commission de la CEDEAO de faire adopter ces spécifications harmonisées sous forme de textes communautaires (Directives) ; de faire une communication et une sensibilisation appropriées sur leur mise en œuvre ;

et de mettre en place un système de suivi évaluation de leur application.

Au Togo, la loi de finances, gestion 2020, a prescrit des abattements sur la valeur en douane de véhicules de transport de marchandises : 100% pour les véhicules électrique ou hybride à l'état neuf, 90% pour les véhicules neufs, 50% pour les véhicules d'un à deux ans d'âge, 35% pour les véhicules de trois à cinq ans d'âge. De quoi inciter à recourir de moins en moins à de vieux véhicules, plus polluants.

Risque lié aux prêts au logement dans l'espace UEMOA

Les banques ne financeront plus n'importe quel habitat !

* Les services d'un consultant sollicités pour un nouveau système de gestion.

Jean AFOLABI

Pas plus tard que ce mois de janvier 2020, en atelier de formation de deux jours à Lomé, la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA), en partenariat avec la Banque Mondiale, se penchait au siège de la Banque ouest africaine de développement (Boad) sur «le Risque Environnemental et social des prêts à l'habitat dans l'UEMOA». L'objectif visé étant d'établir les meilleures pratiques de gestion des risques environnementaux et sociaux des prêts à l'habitat dans chaque pays de l'Union pour le financement de l'habitat. Ce qui permettra aux banques actionnaires

d'articuler leurs demandes de refinancement auprès de la CRRH-UEMOA en intégrant la notion environnementale et sociale pour épouser l'engagement de la CRRH-UEMOA en faveur d'une finance responsable dans l'espace UEMOA. «Nous organisons cet atelier pour sensibiliser nos banques actionnaires à l'importance et l'utilité du risque environnemental et social dans le financement du prêt au logement, afin de sécuriser leurs financements mais aussi l'investissement de leurs clients», avait expliqué Christian Agossa, directeur général de la CRRH-UEMOA.

Les travaux, organisés autour de deux thèmes, «Les risques environnementaux et sociaux

Au parc mobile de Maroc Telecom

La Togo contribue avec ses 3.030 clients en 2019

La base clients du Groupe Maroc Telecom a atteint 67,5 millions de clients en 2019, en progression de 11,1% par rapport à 2018, rapporte le portail *quid.ma*. Cette évolution est en lien avec la croissance des parcs mobile et fixe au Maroc (+5,2% et +3,5% respectivement) ainsi qu'à l'élargissement du périmètre du groupe avec l'intégration de Tigo Tchad depuis le 1^{er} juillet 2019, selon un communiqué de Maroc Telecom sur ses résultats consolidés au 31 décembre 2019.

Au terme de l'année 2019, le parc mobile au Maroc s'est chiffré à 20,1 millions de clients, en hausse de 5,2% sur un an, grâce aux hausses combinées du post-payé et prépayé de +15,5% et +4% res-

pectivement. Le chiffre d'affaires mobile s'est établi à près de 14,3 milliards de dirhams, en augmentation de 2,2%, porté par la croissance de la Data Mobile dont le trafic continue de progresser de manière importante (+36% en 2019).

À fin décembre 2019, la croissance du parc fixe s'est poursuivie (+3,5% sur un an), portant le nombre de lignes à 1.882 milliers. Le parc Haut Débit a, quant à lui, progressé de 6,1% à 1,6 million d'abonnés, alors que les activités Fixe et Internet au Maroc ont généré un chiffre d'affaires d'environ 9,3 MMDH, en hausse de 0,2%.

Au volet international, le parc mobile de Maroc Telecom a atteint

43.531 clients en 2019 et s'est réparti entre la Mauritanie (2.470 clients), Burkina Faso (8.546), Gabon (1.621), Mali (7.447), Côte d'Ivoire (8.975), Bénin (4.377), Togo (3.030), Niger (2.922), Centrafrique (168) et Tchad (3.975).

Les parcs fixe et haut débit fixe se sont situés respectivement à 324 et 116 clients.

Le chiffre d'affaires du groupe Maroc Telecom a dépassé les 36,5 milliards de dirhams sur l'ensemble de l'année écoulée, en croissance de 1,3% (+0,9% à base comparable) par rapport à 2018.

Maroc Telecom est présent au Togo à travers Moov Togo.

Audit de l'exploitant de l'aéroport Gnassingbé Eyadéma

Les constatations mineures seront corrigées dans un délai d'un mois (SALT)

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de surveillance continue des exploitants d'aérodrome, l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) a organisé un audit de supervision qui s'est déroulé du 11 au 12 février 2020. L'équipe d'audit, conduite par le Chef du service sécurité et normes d'aérodrome de l'ANAC, l'inspecteur Semenya Edem, était composée de sept membres. L'inspection à l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma a porté sur la piste et ses bandes, l'énergie et le balisage, le service sécurité et incendie, et la gestion du risque faunique.

«De manière générale, l'audit s'est bien déroulé et a relevé des constatations mineures qui seront corrigées dans un délai d'un mois», rapporte la Société aéroportuaire de Lomé-Tokoin (SALT). Ajoutant que c'est une action indispensable au bon déroulement de la



L'équipe d'audit en pleine séance

deuxième phase du processus de renouvellement du certificat d'aérodrome (l'audit sur site).

A rappeler que, dans le cadre du test avant le processus de renouvellement du certificat d'aérodrome en 2020, l'ANAC a audité la SALT en septembre 2019. La délivrance d'une certification à un aéroport signifie pour les exploitants d'aéronefs et les autres organisations qui utilisent cet aéroport que, au moment de la cer-

tification, il répondait aux spécifications concernant les installations et l'exploitation technique et que, selon l'autorité de certification, il est capable de continuer à y répondre pendant la période de validité du certificat. Le processus de certification définit aussi la base de référence pour la surveillance continue de la conformité aux spécifications. L'aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé a été certifié en 2014, puis en 2017.

aux prêts à l'habitat, et en particulier les prêts à l'habitat social ; et (3) mieux comprendre et intégrer la fiche de suivi du risque environnemental et social dans les dossiers de prêts soumis au refinancement de la CRRH-UEMOA, en respectant la liste d'exclusions de l'institution.

Bref, la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) veut resserrer les boulons en incitant les organismes prêteurs à davantage de vigilance. Les banques sont invitées à être plus exigeantes à l'égard des clients souhaitant obtenir des prêts immobiliers. Ils devront fournir toutes les pièces légales et certifiées concernant les biens (identification cadastrale, ré-

gularité de la situation des parcelles...). Selon la Caisse, inutile d'aider un ménage à acquérir un terrain sur un espace inondable ou même de stockage de déchet et à une grande saison pluvieuse.

C'est dans ce cadre que la CRRH-UEMOA veut acquérir et mettre en place un système de gestion des refinancements des prêts à l'habitat. Les services d'un consultant vont, sous peu, procéder à l'étude et au dossier des spécifications détaillées de la solution. Et l'implémentation et le déploiement de la solution. La date de démarrage de la prestation est prévue pour mars 2020, pour une durée d'exécution de six (6) mois.

FOOTBALL/CLASSEMENT FIFA

La Belgique toujours au sommet, le Togo marque le pas

Peu de matches ayant été disputés au cours du premier mois de l'année, rares sont les mouvements dans le premier Classement mondial FIFA/Coca-Cola de 2020.

Hervé A.

Avec seulement 15 matches joués depuis le classement de décembre, dont deux à la toute fin 2019, il est presque logique que le Top 20 demeure inchangé, la Belgique occupant toujours la première place, talonnée par la France et le Brésil.

Dans le Top 50 en revanche, quelques évolutions sont à noter : le Pays de Galles (23e, moins 1) et le Paraguay (41e, moins 1) perdent chacun une place, tandis que le Ghana (46e, plus 1) monte lui d'un rang.

La Palestine (103e, plus 3) s'octroie quant à elle le titre de meilleure progression du mois, grâce notamment à ses succès enregistrés lors de la coupe Bangabandhu, qui lui permettent de dépasser l'Estonie, Trinité-et-Tobago, le Mozambique et le Kenya.

Finaliste malheureux de la coupe Bangabandhu, le Burundi (149e, plus 2) a, comme la Palestine, disputé quatre matches en janvier, qui



lui ont en partie permis de faire son entrée dans le Top 150.

Dans le reste du classement, Aruba (200e, plus 1) et le Pakistan (200e, plus 1) poursuivent leur chemin côte à côte après avoir chacun grappillé une place dans un mois

de football international des plus calmes.

Le Togo, récemment logé dans le groupe du Sénégal pour les éliminatoires de la Coupe du Monde de la FIFA Qatar 2022, est installé à la 126ème place mondiale et oc-

cupe le 34ème rang sur le plan africain. Le Sénégal, la Tunisie, le Nigeria, le Ghana et l'Algérie occupent le Top 5 africain.

Le prochain Classement mondial FIFA/Coca-Cola sera publié le 9 avril 2020.

John Coates n'a pas convaincu

John Coates ne s'en cache pas : il croit dur comme fer aux chances du Queensland de décrocher l'organisation des Jeux d'été en 2032. Le dirigeant australien est prêt à tout pour soutenir le projet olympique. Il l'a prouvé en allant rencontrer la plus fervente opposante à la candidature, Pauline Hanson, la leader du parti populiste One Nation (photo ci-dessus).

Accompagné de Jock O'Callaghan, le président du comité paralympique australien, John Coates s'est entretenu pendant plus d'une heure avec Pauline Hanson à Brisbane. Il a expliqué patiemment les avantages de la Nouvelle norme du CIO, censée réduire drastiquement les coûts des Jeux. Mais il semble que son discours n'ait pas convaincu la dirigeante politique.

À sa sortie de la réunion, Pauline Hanson a déclaré au quotidien The Australian : " Je leur ai dit : " Il s'agit de l'avenir de notre économie. Les habitants du centre et du nord du Queensland en ont assez que les gens de la partie sud-est de l'état reçoivent tous les fonds publics. "

Hamilton lorgne sur le centenaire

Le Canada avance ses pions. Réuni mercredi 19 février, le conseil municipal de la ville d'Hamilton, dans l'Ontario, a voté à une large majorité le projet de candidature aux Jeux du Commonwealth en 2030. Le oui l'a emporté avec 10 voix, contre seulement trois suffrages contre.

Hamilton souhaite organiser les Jeux du Commonwealth à l'occasion du centième anniversaire de l'événement, organisé pour la première fois en 1930 sur son propre sol. En vertu du nouveau processus de sélection établi par Commonwealth Games Canada, la ville doit déposer son dossier au plus tard le 9 mars 2020.

Le processus prévoit également que le choix d'une ville canadienne candidate aux Jeux soit fait au plus tard le 31 mars. Il restera alors aux porteurs du projet, en cas de décision favorable, à obtenir les garanties financières de l'état d'Ontario et du gouvernement fédéral.

Hamilton serait en concurrence avec un projet de Calgary, mais seulement soutenu par un groupe d'investisseurs privés. Le dossier canadien estime que les Jeux du Commonwealth en 2030 coûteraient 1,425 milliard de dollars canadiens (1,08 milliard de dollars américains), dont 300 millions d'argent public.

Hickey n'a pas encore remboursé

L'information est révélée par AroundtheRings : plus de trois ans après les Jeux de Rio 2016, l'Association des comités nationaux olympiques (ACNO) n'a toujours pas récupéré l'argent qu'elle avait prêté à son ancien vice-président, Patrick Hickey, pour payer sa caution et quitter le Brésil.

Le dirigeant irlandais, arrêté pendant les Jeux de Rio 2016 sur des soupçons de vente illégale de billets pour les compétitions, avait bénéficié d'un prêt de l'ACNO de 450 000 dollars. Emprisonné pendant deux semaines, Patrick Hickey a été libéré dans l'attente de son procès, mais sans être autorisé à rentrer en Irlande. À la fin de l'année 2016, la justice brésilienne avait accepté qu'il quitte le pays, en échange du versement d'une caution. Depuis son retour en Irlande, Patrick Hickey n'a toujours pas été convoqué pour un procès au Brésil. Aucune date n'a encore été fixée. L'argent figure toujours en impayé dans les livres de comptes de l'ACNO.

Le Conseil restera à Zurich

Souci d'économie ou respect de l'environnement ? Les deux, semble-t-il. Selon un communiqué publié mardi 18 février, la prochaine réunion du Conseil de la FIFA, l'organe décisionnaire de l'institution, se déroulera à Zurich par vidéo-conférence. Elle était prévue le 20 mars à Asuncion, au Paraguay.

À en croire l'agence Reuters, citant une source interne à la FIFA, la décision d'annuler le voyage vers le Paraguay serait motivée par des préoccupations environnementales, mais également par une volonté de réduire les dépenses de voyages de l'institution mondiale du football.

Elle s'expliquerait aussi par le souhait de certains membres du Conseil de diminuer leurs déplacements à l'étranger en raison des risques liés à l'épidémie de coronavirus. Le Conseil de la FIFA rassemble 37 membres, dont le président, Gianni Infantino. Il a fréquemment organisé ses réunions un peu partout dans le monde, notamment à Bahreïn, Moscou, Kigali, Bogota, Paris, Miami et Shanghai.

Budapest remplace Lausanne

Changement décor pour le congrès extraordinaire de l'AIBA. Initialement prévu à Lausanne, le 20 mars, il se déroulera à la même date à Budapest. Il s'annonce décisif pour l'avenir de la boxe olympique et de sa fédération internationale.

Parmi les sujets à l'ordre du jour, le maintien ou non des membres actuels du comité exécutif de l'AIBA. Le CIO n'a jamais caché que l'émergence d'une nouvelle équipe dirigeante figurait en bonne place parmi les conditions à remplir par l'AIBA pour espérer réintégrer le mouvement olympique.

Mais le président par intérim de l'institution, le Marocain Mohamed Moustahsane, se refuse pour l'instant à trancher la question. Il se contente de suggérer que la décision doit revenir aux fédérations nationales.

À Budapest, le congrès de l'AIBA devra également approuver un nouveau plan marketing, et discuter de la création en 2021 d'une nouvelle compétition, la Coupe du Monde de boxe, censée rapporter plusieurs millions de dollars par an à l'AIBA.

JUSTICE

Nasser Al-Khelaïfi inculpé pour corruption

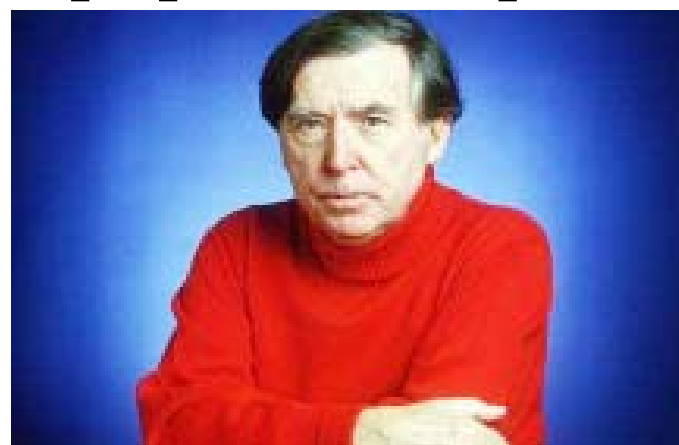
La justice suisse a indiqué jeudi 20 février avoir inculpé le président du Paris Saint-Germain Nasser Al-Khelaïfi et l'ancien numéro deux de la FIFA, Jérôme Valcke, dans une affaire de corruption en lien avec "l'attribution de droits médiatiques".

Les pépins s'enchaînent pour le PSG, sur et en dehors du terrain. Au surlendemain de la défaite du club de la capitale en 8e de finale aller de la Ligue des champions sur la pelouse du Borussia Dortmund (2-1), la justice suisse a annoncé avoir inculpé Nasser Al-Khelaïfi pour une affaire de corruption en lien avec

"l'attribution de droits médiatiques".

Dans un communiqué, le bureau du procureur général suisse indique que cette inculpation, ainsi que celle de l'ancien numéro deux de la FIFA, Jérôme Valcke, intervient "dans le contexte de l'attribution de droits médiatiques de différentes Coupes du monde de football et Coupes des Confédérations de la FIFA".

En décembre dernier, Nasser Al-Khelaïfi avait été entendu par la justice suisse, en compagnie de l'ancien numéro 2 de la FIFA Jérôme Valcke, accusé d'avoir touché des pots-de-vin. Le président parisien était notamment soup-



çonné d'avoir offert des " avantages indus " à Valcke, comme l'usage gratuit d'une luxueuse villa en Sardaigne. L'enquête avait été ouverte en 2017, après que belN Sports, dont Nasser Al-Khelaïfi est

également le patron, a obtenu les droits de diffusion pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord des Coupes du Monde 2026 et 2030, contre un chèque de 480 M.

ATHLETISME

Quatre candidats pour un siège présidentiel

Ils seront finalement quatre candidats à se présenter devant les électeurs, vendredi 28 février à Moscou, lors des élections à la présidence de la Fédération russe d'athlétisme (RusAF).

Le site Internet de l'organisation en affiche la liste : Yevgeniy Yurchenko, membre du conseil d'administration de la United Aircraft Corporation ; Mikhail Gusev, un agent d'athlètes ; Yuriy Borzakovskiy, champion olympique du 800 m aux Jeux d'Athènes en 2004, actuel entraîneur en chef de l'équipe nationale ; et enfin Oleg Kurbatov, le président de la Fédération de Moscou d'athlétisme.



Shlyapnikov, ex-membre du présidium de la RusAF, longtemps L'ancien sprinter Andrey

cité parmi les candidats, ne figure plus dans la liste. Le futur président de la RusAF sera donc l'un des deux. Mais Mariya Lasitskaya, la triple championne du monde du saut en hauteur, ne semble pas convaincue par le casting de l'élection. " A seulement 10 jours de l'élection, aucun de ces candidats ne propose une solution et un programme pour nous sortir de la crise, a-t-elle expliqué à l'agence TASS. Je ne veux pas les offenser, mais pour l'instant je ne pense pas qu'un seul d'entre eux puisse assurer le retour des athlètes russes sur la scène internationale et la fin de la suspension de la RusAF. "

Togo / A la demande officielle des autorités

Mission d'information et de contacts de l'OIF pour la présidentielle

Late Pater

À la demande des autorités togolaises, et dans le prolongement des actions menées par l'OIF – Organisation internationale de la Francophonie – en amont, pour la consolidation du fichier électoral et le renforcement des capacités de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) en matière de sécurisation des journalistes dans les lieux de manifestation, Louise Mushikiwabo a dépeché une mission d'information et de contacts à l'occasion de l'élection présidentielle du 22 février 2020 au Togo. Cette mission est conduite par Barnabé Kikaya Bin Karubi, ambassadeur et ancien ministre de la République Démocratique du Congo et comprend des experts et représentants de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Déployée du 19 au 26 février 2020, la mission de l'OIF est destinée à prendre la mesure des progrès réalisés et des difficultés rencontrées par les acteurs togolais dans la gestion des élections, de manière à mieux identifier, pour



La Rwandaise Louise Mushikiwabo de l'OIF

l'avenir, les domaines pour lesquels l'assistance électorale francophone serait plus utile. Le rôle de cette mission est aussi d'identifier les bonnes pratiques relevées à l'occasion des élections pouvant, au besoin, être reproduites dans d'autres contextes au sein de l'espace francophone, souligne le secrétaire de l'organisation.

Dans cette perspective, la délégation de la Francophonie rencontrera les autorités politiques, les

responsables d'institutions et l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus électoral. Le jour du scrutin, elle observera les opérations de vote, essentiellement à Lomé et dans ses environs. Sur la base des informations recueillies des échanges programmés et à partir de leurs propres analyses, les membres de la mission francophone élaboreront un rapport circonstancié destiné à la Secrétaire générale de la Francophonie.

Comptant sur le nouveau partenariat avec Cordiant Capital

La BOAD compte mobiliser 440 millions d'euros pour les infrastructures de l'UEMOA

Jean AFOLABI

Entre autres ambitions, la Banque ouest africaine de développement («BOAD») accorde un prix au financement des infrastructures de l'UEMOA – Union économique et monétaire ouest africaine. Elle vient, à cet effet, d'entrer en partenariat avec Cordiant Capital Inc. («Cordiant») pour la promotion de deux fonds dédiés au financement des infrastructures dans les pays de l'UEMOA – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo – avec le soutien de la BOAD comme investisseur de référence : un Fonds d'Amorçage pour le financement des infrastructures («Fonds d'Amorçage») et un Fonds d'Investissement en capital («Fonds d'Infrastructure») pour le financement privé des infrastructures.

Avec ces deux fonds, l'ambition est de mobiliser 400 millions d'euros pour le Fonds Infrastructures et 40 millions d'euros pour le Fonds d'Amorçage, pour le financement des secteurs d'infrastructure clés, notamment l'énergie, les transports et les télécommunications. La BOAD apporte une participation initiale de 12 mil-

liards de francs CFA (~ 18 millions d'euros) au Fonds d'Amorçage et de 26,2 milliards de francs CFA (~ 40 millions d'euros) au Fonds d'Infrastructures. Les deux Fonds seront gérés par Cordiant, un gestionnaire d'actifs d'infrastructure présent depuis longtemps sur les marchés émergents. Dans le cadre de ce projet, Cordiant établira un bureau dans un pays de l'Union pour coordonner les activités d'investissement des deux Fonds.

«Notre partenariat avec Cordiant représente une évolution importante dans les efforts de la BOAD pour combler le déficit en infrastructures dans les pays l'UEMOA par des solutions innovantes permettant de renforcer la croissance économique dans les pays de l'Union. L'engagement de la BOAD d'un apport initial de 38,2 milliards de FCFA (58 millions d'euros) en faveur de ces deux Fonds dédiés au financement privé des infrastructures est le plus important jamais contracté par l'institution depuis sa création. Il souligne la priorité que la Banque accorde au financement des infrastructures et nous espérons qu'il sera le catalyseur d'investissements privés significatifs en faveur des infras-

tructures dans les pays de l'UEMOA», a indiqué Christian Adovelande, à l'issue de la session du Conseil d'Administration de la BOAD du 18 décembre 2019 ayant approuvé à Lomé les prises de participation de la banque dans les deux fonds.

Pour rappel, Cordiant Capital Inc. est un gestionnaire d'actifs d'infrastructure axé sur les marchés émergents dont le siège social est à Montréal, au Canada. Fondée en 1999, Cordiant se distingue par une approche centrée sur l'origination et la structuration de transactions dans des secteurs prioritaires riches en actifs comme l'énergie, les transports, et les télécommunications. Cordiant a également développé une solide expertise dans le financement de l'agriculture. La société possède une base de clients institutionnels en Europe et en Amérique du Nord, comprenant de grands assureurs, des institutions de retraite et des gouvernements du G7. Elle gère plus de 4 milliards de dollars d'engagements en capital à travers 7 Fonds d'infrastructure, dont un Fonds d'actions et un Fonds de dettes dédiés à l'Afrique. Cordiant opère à partir de ses bureaux

Sur les 5 prochaines années / De sources officielles

Lomé compte consacrer environ 1000 milliards Cfa aux infrastructures routières

Au cours des cinq prochaines années, le Togo va allouer au développement des infrastructures routières l'équivalent de ce qu'il y a investi sur les dix dernières années. Au total, près de 1000 milliards de francs Cfa, indique le portail officiel Togo First. Qui explique que les investissements cibleront en priorité la construction de l'autoroute de l'unité (Lomé-Cinkassé)

et la modernisation de la voie Avépozo-Aného. La protection des côtes maritimes togolaises figure en bonne place des priorités gouvernementales.

La construction d'une plateforme multiservices à Adakpamé et d'un port sec à Cinkassé au cours des 5 prochaines années devrait permettre de décongestionner le Port autonome de Lomé (PAL), souli-

gner la même source.

Plusieurs voies transversales sont également prévues, pour faciliter l'accès des opérateurs économiques, notamment ruraux, aux marchés. Entre autres, Lomé-Vogan, Lomé-Kpalimé, Notsé-Agou, Aouda-Kara. Par ailleurs, Lomé ambitionne, au titre des travaux de construction ou d'aménagement d'infrastructures routières, la réalisation d'une voie de contournement de Sokodé et la réhabilitation des voies urbaines à Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Bassar et Mango, notamment.

Appui aux élevages commerciaux

Le gouvernement vise 300 nouveaux éleveurs

Après une première phase qui a vu le financement et l'accompagnement de 307 éleveurs dans les 05 régions, le gouvernement remet le couvert pour une nouvelle vague de subventions. 300 nouveaux bénéficiaires vont bientôt être touchés par le ministère en charge de la production animale dans le cadre de cet appui, inscrit dans le projet de relance du sous-secteur de l'élevage.

D'après le portail Republiquetogo.com qui rapporte l'information, l'exécutif compte ainsi promouvoir davantage les élevages commerciaux, en faisant migrer les meilleurs éleveurs opérant à échelle familiale à un statut

d'éleveurs semi-modernes opérant comme de véritables entrepreneurs en élevage et capables d'alimenter les marchés en produits d'élevage, à l'instar de volailles locales ou encore de petits ruminants sur pieds. Le tout, en lien avec les objectifs déclinés dans l'axe 2 du Plan national de développement (PND) qui accorde une part importante au développement du secteur agricole.

Pour rappel, le programme, financé à hauteur de 26 milliards de francs Cfa avec l'appui de la Banque mondiale, a permis de passer depuis 2017 de 300 000 têtes de bœufs à 475 000, et de 1,5 million à 4,2 millions d'ovins et caprins.

Avec l'appui des partenaires de Lezay, en France

L'eau potable, un bien pour Danyi-Elavanyo

Jean AFOLABI

Le jumelage entre les villes de Lezay, en France, et Danyi Elavanyo (Togo) existe depuis 25 ans. Il a donné lieu à plusieurs projets de coopération. Le dernier et le plus important était celui de la réhabilitation du réseau de distribution de l'eau avec système de traitement de l'eau entre 2009 et 2011. En 2016, l'Association pour le développement économique et social en Afrique (AdesaF) a été sollicitée par Lezay pour la mise en place d'un

projet eau et assainissement qui concerne les 4.000 habitants du village d'Elavanyo, avec pour objectifs de contribuer à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de garantir la pérennité des infrastructures par un service de gestion collective et de sensibiliser les populations sur l'hygiène et le paiement d'un service global eau et assainissement, rapporte le confrère français de *La Nouvelle République*.

L'Ausepa, organisme local partenaire du projet, poursuit l'améli-

oration des compétences de ses membres, embauchant de nouveaux salariés pour assurer la maintenance et l'hygiène des infrastructures d'assainissement. Ce programme porte déjà ses fruits : les premières tranches de travaux ont permis de réduire de 80% la fièvre typhoïde et de 50% les autres maladies ayant l'eau pour origine, selon les statistiques du dispensaire citées par la même source. La troisième tranche actuelle a pour but de renforcer l'approvisionnement en eau.

Au Ghana / Développer des foyers de cuisson améliorés dans le district d'Ellembelle

Eni et la Banque mondiale comptent réduire la pression de 10 communautés sur les forêts

Par un protocole d'accord, signé le 06 février dernier à Accra, Eni Ghana, filiale du groupe pétrolier italien Eni, et la Banque mondiale entendent développer des foyers de cuisson améliorés dans le district d'Ellembelle, Région Occidentale du Ghana. Le projet cible 10 communautés côtières (Sanzule, Krisan, Eikwe, Bakanta, Atuabo, Asemda, Ngalekyi, Ngalekpole, Baku et Anokye) du district d'Ellembelle, pour une population

totale estimée à 13 000 personnes.

La durée envisagée de ce projet de mise en œuvre de solutions de cuisson moins polluantes, moins consommatrices d'énergie et de bois est de deux ans. Il sera approuvé et mis en œuvre par des acteurs locaux projet. D'après Eni, il évaluera la technologie la plus appropriée et le modèle de production/distribution pertinent pour faciliter l'accès des populations ciblées à ces foyers améliorés. Les deux

partenaires d'Eni dans le projet Offshore Cape Three Points (OCTP) – Vitol et la compagnie pétrolière nationale du Ghana GNPC – seront aussi impliqués dans l'activité.

Selon l'Alliance du Ghana pour des cuisinières et combustibles propres (*Ghana Alliance for clean cookstoves and fuels*), citée dans le communiqué d'Eni, 70% des ménages ghanéens utilisent du bois de chauffage pour la cuisson des aliments. Ce pourcentage serait plus

important en zones rurales. Le gouvernement du Ghana envisage d'assurer l'accès universel à des sources d'énergie modernes d'ici 2030. Sa stratégie dans le secteur vise à élargir l'accès au gaz de pétrole liquéfié (communément appelé «gaz domestique»), réduire l'exposition à la fumée de bois des appareils traditionnels de cuisson, réduire la dépendance au charbon de bois et la pression sur les forêts.

Agriculture en Afrique

L'invasion des criquets inquiète

Etonam Sossou

Des nuages de criquets ravagent les cultures en Afrique de l'Est qui connaît sa pire invasion depuis 25 ans. Les conditions climatiques et le manque de moyens font craindre une aggravation de la situation, les criquets pouvant dévorer l'équivalent de 400.000 tonnes de nourriture par jour.

Des champs de maïs, de sorgho et de millet, il ne reste plus rien. Dans cette ferme kenyane, les vaches cherchent désespérément de quoi se nourrir au milieu des terres dévorées par les nuées de criquets pèlerins qui assombrissent le ciel et s'abattent depuis janvier sur la corne africaine. L'Orga-

nisation pour l'alimentation et l'agriculture (la FAO) qualifie la situation « d'extrêmement préoccupante » au Kenya, en Éthiopie et en Somalie, et l'invasion menace de s'étendre à l'Égypte, au Soudan, à l'Érythrée, à l'Arabie Saoudite et au Yémen où « le nombre de criquets augmente de façon alarmante ».

Les criquets pèlerins reviennent épisodiquement en Afrique, la dernière invasion ayant eu lieu en 2007, mais à une bien plus petite échelle. La crise de cette année est la pire qu'ait connue l'Afrique depuis 25 ans, atteste la FAO. Au Kenya, où plus de 70.000 hectares ont déjà disparu, un tel phénomène n'avait pas été observé depuis 1961.

La prolifération des insectes est

favorisée par les conditions climatiques, les mois d'octobre et de décembre ayant été marqués par de fortes pluies. « Cela a créé les conditions idéales pour la reproduction des criquets, qui pourrait s'accélérer dans les six prochains mois avec la hausse des températures, met en garde Keith Cressman, inquiet, en charge du sujet à la FAO. En l'absence de mesure de contrôle, les essaims pourraient devenir 500 fois plus gros d'ici le mois de juin. » D'autant plus que les pluies ont repris en janvier dans le nord du Kenya, amenant les criquets à se multiplier encore plus.

Lutte contre le VIH

Le Togo a fait d'énormes progrès

Etonam Sossou

Lors de leur réunion de haut niveau de 2016, les Chefs d'Etats se sont engagés à accélérer et intensifier la lutte contre le VIH pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030. Pour tenir un tel engagement, il est nécessaire que des actions vigoureuses soient menées sur le terrain pour éviter que demain cet engagement ne soit pris pour un vœu pieux. Le Togo, a fait le choix de l'action, poussant depuis plusieurs années le taux de prévalence du VIH à un fort déclin. Alors qu'en 2000, cette prévalence tournait autour de 3,6 % et de 2,9 % en 2010. Selon les estimations Spectrum 2018, la prévalence serait de 2,27% (REDES, 2018, p12), un taux qui confirme sa tendance baissière même s'il reste élevé en comparaison avec d'autres pays de la sous-région. Dans l'ensemble de l'UEMOA 1.011.000 personnes vivent avec le VIH avec le plus grand nombre en Côte d'Ivoire (460.000). On estime à 110.000 le nombre des PVVIH au Togo.

Les actions du Togo avaient aussi pour objectif de réduire les nouvelles infections. Sur ce tableau, les progrès sont significatifs (-31 %) même si, comme dans la plupart des pays dans l'UEMOA et en Afrique de l'Ouest et du Centre, ils restent en deçà du taux de réduction fixé par la communauté internationale d'ici 2020. Rappelons que d'ici 2020, la communauté internationale avait fixé comme cible de réduire de 75 % le nombre des nouvelles infections par rapport au niveau de 2010.

Pour ce qui concerne la réduction des décès liés au VIH, le Togo sur ce plan, a obtenu l'un des meilleurs résultats de la sous-ré-

gion (-34 %) même si, comme dans la plupart des pays en Afrique de l'Ouest et du Centre, ce résultat reste en deçà du taux de réduction de 75 % d'ici 2020 fixé par la communauté internationale depuis 2010.

S'agissant du volet relatif à la couverture, le Togo se signale également par des progrès remarquables par rapport aux deux importants objectifs fixés par la communauté internationale. Premier objectif : les trois 90, c'est-à-dire que 90% des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) connaissent leur statut, que 90 % parmi ces personnes séropositives reçoivent des antirétroviraux et 90 % parmi ces dernières ont une charge virale non détectable. Efforts du Togo par rapport à ce premier objectif : 73 % des PVVIH connaissent leur statut et 81 % parmi elles reçoivent les antirétroviraux nécessaires à leur prise en charge. Cela veut dire que fin 2018 environ 64.000 PVVIH parmi les 110.000 dans le pays recevaient ces médicaments. En 2019, ils sont 70.000 PVVIH à recevoir ces médicaments. Il est à noter cependant que seuls 34 % des 12.000 enfants de 0 - 14 ans vivant avec le VIH dans le pays reçoivent un traitement antirétroviral en raison du faible taux de dépistage du VIH chez ces enfants. Depuis 2010, la couverture connaît une tendance à la hausse même si la progression reste lente.

Deuxième objectif fixé par la communauté internationale : l'élimination de la transmission du virus VIH de la mère à l'enfant. Au Togo, le taux de couverture des femmes enceintes est passé de 16 % en 2010 à 80 % en 2018. Avec un tel progrès, l'on peut espérer que d'ici peu de temps le taux de couverture souhaité de 95 % pourrait être atteint.

Ainsi la chaîne de transmission du virus de la mère à l'enfant sera totalement coupée.

Les accouchements des femmes enceintes séropositives ont permis d'enregistrer 3725 enfants vivant nés de mères séropositives. Parmi eux 96,99% (3613/3725) ont reçu la prophylaxie antirétrovirale. Cette performance est due à la disponibilité des ARV et à l'initiation de la prophylaxie qui se fait en salle d'accouchement. Depuis 2016, le Togo offre chaque année le conseil et dépistage à plus de 400.000 personnes. La mise en œuvre du plan d'élimination du VIH de la mère à l'enfant a permis d'avoir une couverture géographique des services PTME dans plus de 72% des structures SMNI à la fin de l'année 2018.

Les bons résultats engrangés par le Togo dans la lutte contre la maladie englobent des fonds importants dont 80 % proviennent de l'extérieur comme c'est le cas dans les autres pays de l'UEMOA. Le Togo affiche l'un des meilleurs taux de financement domestique (19,30 %) après le Mali (29,00 %) et le Sénégal (26 %) dans l'espace UEMOA. Dans le courant de l'année 2020 il est prévu d'élaborer un nouveau cadre stratégique national 2021 - 2025 qui gardera le cap des efforts avec pour priorités la réduction des nouvelles infections, des décès liés au VIH, l'élimination de la transmission de la mère à l'enfant. Cela dit, les efforts doivent être maintenus et accentués en particulier pour des populations avec une plus grande vulnérabilité : enfants, adolescents, filles et jeunes femmes, certaines catégories d'hommes et populations clé.

Les enfants de la rue

Quel phénomène !

Le problème des enfants vivant dans la rue est un phénomène social très préoccupant pour l'ensemble des nations, les plus riches comme les plus pauvres. Cette réalité n'a pas de frontière aujourd'hui. Elle a subi des mutations diverses et s'est devantage complexifiée par une constellation de facteurs macro sociaux récurrents ou émergents.

Agé pour la plupart de 7 à 18 ans - mais le groupe des enfants âgés de 5 à 7 ans croît considérablement -, les enfants vivant dans la rue rencontrent des dangers et des dérives qui leurs sont souvent fatals. Ils sont meurtris par les intempéries, les privations, le dénuement, les maladies, les accidents et l'indifférence. A cela s'ajoutent la précarité, la violence, les sévices sexuels, la loi du plus fort, qui les exposent aux rencontres et influences les plus nuisibles. Tous sont très exposés aux risques : violence et abus sexuels, négligence, manque de soins de santé, manque de possibilités d'instruction et de formation professionnelle. La consommation de drogues, la petite délinquance et la prostitution aggravent encore l'état de santé mentale et physique de beaucoup de ces enfants, les marginalisent et réduisent leurs chances pour l'avenir.

La rue devient, pour beaucoup d'enfants, un lieu de vie. Nombre d'entre eux exercent une activité laborieuse : faiseurs de poubelles, mendiants, prostitués, porteurs, collecteurs d'objets divers, employés de ménage, gardiens et laveurs de véhicules, cireurs, vendeurs de produits divers, voleurs... Certains font même carrière dans le vol. Ces pratiques sont presque les mêmes sur tous les continents. Il s'agit en fait d'une incessante quête quotidienne pour trouver de quoi subsister non seulement pour eux-mêmes, mais aussi, le cas échéant, pour leur famille.

Beaucoup d'autres activités et

pratiques sont entretenues dans la rue. La consommation des stupéfiants et de la drogue font partie de leur style de vie. Les enfants vont essayer de recréer un espace de vie à l'image de la famille. Cette sorte de société marginale comporte une structure et une organisation avec des normes et des valeurs (règles, obligations, langage propre, initiation). Cette constante réalité conduit à la systématisation d'un mode de vie de la rue. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, il se dégage de cet espace une sorte de hiérarchisation des rapports sociaux, mais la cohésion et la solidarité de groupe restent une valeur déterminante.

De par ce mode de vie, les enfants vivant dans la rue deviennent victimes de stigmatisation et de rejet non seulement de la part des populations qu'ils côtoient tous les jours, mais aussi de la part même de leurs parents et de leur communauté d'origine. Il subsiste une tendance négative à souligner le côté délinquant des enfants vivant dans la rue plutôt qu'à essayer de les accepter dans leur situation et les aider à sortir de leur précarité. Etiquetés comme voleurs, drogués ils deviennent un objet sur lequel on a jeté l'anathème. Cette contrainte sociale les pousse malheureusement vers une certaine adaptation sociale qui qualifie davantage leur identité (marginale).

Les pratiques sexuelles dévalorisantes sont très présentes dans cet espace social. Les enfants se sodomisent entre eux, notamment avec les plus grands qui abusent des plus petits. En plus de cela, les enfants vivant dans la rue ont pris l'habitude de fréquenter les vendeuses de sexe. Il y a aussi la pratique de la pédophilie, de plus en plus développée dans ce milieu. Les enfants sont généralement séduits par de grandes et respectables personnes à travers de maigres billets craquants. Etant dans le besoin et en quête permanente d'argent, ils se laissent aller à la sodomie. Cette



sexualité désordonnée et précoce cause des risques élevés de troubles de comportement et de contraction de maladies comme les MST et le VIH SIDA.

De tout temps, les Etats ont élaboré et appliqué des stratégies, des associations multiples, ont fait des efforts, mais le constat qui se dégage est l'augmentation du phénomène, doublée de la précocité de l'âge d'entrée dans la rue, et la tendance à l'enracinement d'un grand nombre d'enfants dans cet espace social. Face à cette situation, on est en droit d'interroger non seulement la stratégie d'intervention mais surtout les logiques sociales qui déterminent ce phénomène. Considéré comme un véritable « fléau social », le phénomène des enfants vivant dans la rue est devenu mondial. Il est estimé aujourd'hui à 120 millions, par des études conjointes du BIT (Bureau international du Travail) et de l'UNICEF le nombre d'enfants qui vivent dans la rue ; la moitié de ces enfants vit dans le continent sud-américain, 30 millions en Asie et autant en Afrique. Plus d'un demi-siècle après les Indépendances, les pays africains en général, et ceux de l'Afrique subsaharienne, en particulier, sont confrontés à de multiples difficultés. Face à la crise éducative et sociale, l'émergence de nouveaux besoins et l'effritement des valeurs, les pays africains doivent de plus en plus, faire face à une désorganisation de la structure sociale.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1515
DE LOTO BENZ DU 29 - 01 - 2020

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1516 de LOTO BENZ de ce mercredi 05 février 2020.

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, Ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans toutes les villes du pays.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1518 de LOTO BENZ du 19 Février 2019

Numéro de base

15 03 10 87 47

14 FEV 2020



COMMUNIQUE



La Direction Générale de la Loterie Nationale Togolaise informe son aimable clientèle, les agents commissionnaires, les clients spéciaux et les collecteurs que, pour permettre à tous et à chacun de participer sereinement à l'élection présidentielle du 22 février 2020, le programme des jeux de la semaine du 17 au 23 février 2020, sera réaménagé selon les jours et horaires suivants :

Tirage 992 de LOTTO DIAMANT du lundi 17 février et
Tirage 1518 de LOTO BENZ du mercredi 19 février 2020

- 08 H 30 : Début de la réception des enjeux manuels au siège de la LONATO
- 09 H 00: Fin de la réception des manuels
- 11 H 00 : Début de la réception des enjeux sur micro-ordinateurs au siège de la LONATO
- 11 H 30 : Fin de la réception des enjeux sur micro-ordinateurs.

Tirage 583 de LOTO KADOO : Le jeudi 20 février 2020 au lieu de vendredi

- 08 H 30 : Début de la réception des enjeux manuels au siège de la LONATO
- 09 H 00: Fin de la réception des manuels
- 11 H 00 : Début de la réception des enjeux sur micro-ordinateurs au siège de la LONATO
- 11 H 30 : Fin de la réception des enjeux sur micro-ordinateurs.

Tirage 139 de LOTO Sam : le vendredi 21 février 2020 au lieu de samedi

- 11 H 00 : Début de la réception des enjeux sur micro-ordinateurs au siège de la LONATO
- 11 H 30: Fin de la réception des enjeux sur micro-ordinateurs.

Tirage 33/2020 de LOTOSPORT: Le vendredi 21 février 2020 au lieu de samedi

- 19 H 00 : Début de la réception des enjeux manuels au siège de la LONATO
- 19 H 30: Fin de la réception des manuels
- 19 H 30 : Début de la réception des enjeux sur micro-ordinateurs au siège de la LONATO
- 20 H 00 : Fin de la réception des enjeux sur micro-ordinateurs.

POUR LE PMU'TG, IL N'Y AURA PAS DE PRISE DE PARIS SUR LA COURSE DU SAMEDI 22 FEVRIER 2020

N.B. : Les gains seront payables les jours de tirage

Bonne chance à toutes et à tous !



La Direction Générale